

GRAND DEBAT 2 : L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Préambule :

Vous trouverez dans les lignes qui suivent un *verbatim* des échanges et interventions relevés au cours de ce débat. Bien qu'effectuée dans un souci d'exactitude et de neutralité, cette retranscription ne saurait être exhaustive et pourra parfois, afin de faciliter la lecture, utiliser des termes légèrement différents de ceux prononcés. Si vous constatez que votre intervention n'a pas été correctement retranscrite, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse suivante : jedonnemonavis@soisysurseine.fr (objet : « Grand débat national », en précisant le débat concerné)

À noter :

- Les interventions des élus ou des membres des associations directement impliqués dans le débat sont précédées du titre de l'intervenant.
 - Chaque tiret signale un intervenant différent.
 - NDR signifie « Note Du Rédacteur »
-

1 – Qu'est-ce que le Service Public

- Les transports
- La santé
- Les services essentiels pour les citoyens que l'Etat doit rendre à tous
- Assurer la sécurité pour vivre ensemble
- L'enseignement
- Ne pas confondre Politiques Publiques (De quels services parle-t-on ? Santé, Electricité...règlementées par des règles) et Services Publiques (qui rend les Politiques publiques ? fonctionnaires ou privé)
- Les politiques régaliennes

- C'est le choix que fait l'Etat pour que la société s'organise et fonctionne pour tous
- Solidarité
- Ensemble des droits et devoirs définis par l'Etat
- Doit être conforme à l'intérêt général mais en fonction du droit européen
- Intervention de l'Etat dans l'organisation des services
- Permet de fonctionner au quotidien
- Services avec égalités de traitement

2- Dans quels domaines le Service Public doit intervenir et à quels besoins doit-il répondre ?

- Malgré les privatisations, l'Etat est régulateur des règles et des lois pour établir l'organisation
- Sécurité intérieure pour assurer les biens et les personnes en France et à l'extérieur pour se protéger
- La concurrence est souvent bénéfique car elle permet de réduire les coûts et apporte un service de qualité (ex autoroute, forfait internet...)
- Les services publics peuvent être rendus par l'Etat, le privé ou par délégation
- Impossible à définir simplement car cela dépend de l'organisation de chaque pays
- Le curseur est différent selon la société choisie – difficile de mettre un curseur commun car il est fonction des besoins et de la situation de chacun – la puissance politique décide de mettre le curseur là où elle le souhaite – il faut se mettre OK sur un tronc commun de Services Publics.
- Définir les orientations et les priorités de l'Etat ; si il veut rester maître, il gère en direct (fonctionnaires) pour avoir une politique intégrée ; si il veut assurer juste un contrôle, il met en place une politique privé ou une délégation
- L'Etat doit prendre des décisions essentielles sur les besoins reconnus comme vitaux et être l'organisateur et le planificateur de ces besoins essentiels car l'Etat est un bon gestionnaire
- Il faut se poser la question des priorités de l'Etat
- Il doit avoir des services de qualité avec des délais raisonnables

- Privé, public, même combat sur la qualité de services

-

3- L'accès au service public est-il facile ?

- L'accès dépend de sa gratuité
- Est plus ou moins facile selon ses besoins
- Doit aller à la rencontre de la population – la proximité est importante
- Internet, c'est bien car ça libère du temps pour les contacts humains pour ceux qui en ont besoin - Internet, OK pour l'orientation mais doit rester qu'un intermédiaire – Internet oui mais il faut garder un service humain pour accompagner individuellement - Internet, oui mais le quotidien et la proximité restent essentiels pour conserver la solidarité – Internet n'est pas accessible à tous surtout pour les personnes âgées car elles n'ont pas les compétences techniques nécessaires et ne peuvent pas s'en sortir seules – il n'y a pas de loi qui oblige à avoir Internet
- Il faut diversifier les moyens d'accès car il peut y avoir des failles dans les systèmes informatisés
- Accès difficiles car horaires incompatibles

4- Organisation de l'Etat et des administrations

- Trop d'échelons administratifs : millefeuilles
- Trop d'échelons = moins de coordination = plus de doublons
- Il faut diminuer les députés
- Il faut supprimer le Sénat – ne pas supprimer le Sénat car il contrôle le gouvernement
- Il faut supprimer le CESE car il n'a pas de pouvoir
- Il faut supprimer les départements en redistribuant les compétences sur les régions et les Agglo –
- Il faut réaménager le millefeuille
- Difficulté de gestion au quotidien car les territoires ne sont pas découpés en fonction des communes ou des régions – Difficile de faire une organisation homogène dans toute la France car les territoires sont spécifiques – il faut une réorganisation intelligente selon les territoires – il faut une organisation plus régionalisée des compétences régaliennes

- Manque de transparence entre les missions de chaque strat – mieux fixer les missions de chacun – mieux répartir les missions pour éviter les chevauchements
- Il faudrait faire l’inventaire des missions et décider du lien de gestion, du niveau pertinent de décision et de la responsabilité
- L’organisation est bonne mais ce sont les élus qui sont irresponsables avec leurs cumuls de mandats
- Les élus doivent être plus proches de leur territoire pour inscrire le citoyen dans l’organisation
- Le premier ministre n’est pas nécessaire car le président préside et gouverne
- La constitution assure la stabilité et la performance de l’Etat
- L’Administration doit être réformée et les normes simplifiées
- L’Etat est surdimensionné donc soit il faut réduire le millefeuille soit il faut remplir les structures pour atteindre la performance
- Il y a une crise de la démocratie liée à la remise en cause de l’intégrité des élus – il faut organiser un contrôle démocratique – les élus sont trop protégés
- Il faut arriver à gérer l’Etat comme une gestion d’entreprise privée – il faut que les responsables publics s’appuient sur des responsables du monde privé
- Le système est trop vertical
- Il faut désigner des décideurs et organisateurs uniques afin d’éviter toute déperdition d’efficacité
- Il faut revoir les marchés publics qui ne sont pas évolutifs ; la rigidité des règles amène souvent une augmentation des coûts
- La simplification est difficile car toute réorganisation engendre des peurs

5- L’évolution des services publics

Evolutions positives

- La déclaration des impôts sur Internet

Evolutions négatives

- Santé : ne va pas dans le bon sens
- Justice : trop lente
- Education : dégradation de l'enseignement

Il faut plus de contrôle sur le retour sur investissement par des conseils indépendants car les fonctionnaires s'autorégulent trop – il faut plus vérifier l'efficacité

Conclusion

- Il y a trop de personnes dans l'administration mais où les repositionner ?
- Il faut mieux connaître le maillage territorial pour mieux le comprendre – connaître l'organisation des services publics la rendrait moins complexe – il faut développer l'éducation des personnes
- Il n'y a pas de trop de fonctionnaires mais ils sont mal utilisés
- Les services publics c'est de la finance et des Hommes donc il faut du respect et de l'écoute
- Il faut mieux préparer les dossiers pour éviter les erreurs de gestion – il ne faut pas se précipiter et se donner toujours le temps de prendre les bonnes décisions en vue d'un système qui tienne la route
- Les citoyens sont très critiques car ils ont une grande exigence de la qualité des services publics
- Il faudrait une vision plus globale